

EX-HÔPITAL MILITAIRE DE DIDOUCHE-MOURAD À CONTANTINE

# Il ne sera pas fonctionnel avant le deuxième trimestre 2012

**Resté en jachère durant trois ans pour ensuite être rétrocedé au secteur public civil en juin 2010, l'ex-hôpital militaire de Didouche-Mourad, à Constantine, dont on n'a pas fini d'annoncer l'inéluctable mise en service, ne sera pas opérationnel de sitôt. Il faut attendre au moins le deuxième trimestre de 2012.**

«L'ex-hôpital militaire de Didouche Mourad sera fonctionnel avant la fin décembre 2010», avait déclaré, confiant, devant un parterre de journalistes le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à l'issue de la cérémonie de signature entre le ministère de la Santé et le MDN du contrat de rétrocession de la structure. Une annonce à l'effet rassurant qui a été accueillie par la population, notamment celle de la commune de Didouche Mourad et sa proche périphérie, avec joie au regard de la valeur ajoutée en matière de soins spécialisés que devait apporter ce nouvel établissement. Lequel, d'ailleurs, devait intégrer, a-t-on certifié alors, «une annexe du centre anti-cancer (CAC), un centre des grands brûlés et un complexe mère-enfant». En bref, un acquis qui, à coup sûr, renforcera davantage la cartographie sanitaire de la wilaya et allégera de manière significative les services du CHU Ben Badis sollicité, au demeurant, par les malades en provenance des 17 wilayas de l'est du pays. Cependant, et au grand dam des patients, plus d'une année s'est écoulée et cette structure d'une capacité de 240 lits, devant être rattachée au CHUC n'est toujours pas opérationnel-

le. Il s'avère, en effet, qu'une partie desdites décisions ont été, entre temps, ou bien abandonnées ou bien remises en cause pour différentes raisons.

Ainsi donc, l'ex-hôpital militaire, qui devait être décrété annexe du CHU, a été doté, selon M. Assassi, directeur de la santé de wilaya, «du nouveau statut d'établissement hospitalier (EH). Autrement dit, il sera autonome par rapport à l'hôpital civil central». Aussi, explique-t-il, «étant donné que l'EH Didouche Mourad a été budgétisé dernièrement, un nouvel ordonnateur a été désigné par l'administration centrale afin de mettre en exécution dans les plus brefs délais, le programme de réhabilitation de la structure.» Pour ce faire, un budget de «30 milliards de centimes» a été alloué pour des travaux de réhabilitation des services, lesquels, estime le directeur de la santé, «se trouvaient dans un état de dégradation avancée». «Tout est pratiquement fin prêt, et il ne reste que le lancement des opérations de rénovation de la structure. Pour cela, les travaux en question ont été partagés en lots distincts afin d'accélérer la cadence.» Aussi, l'établissement ne sera pas fonctionnel avant le deuxième tri-

mestre 2012. «Il faut compter au moins six mois avant la mise en service de l'hôpital. C'est notre objectif», a indiqué M. Assassi. Toutefois, la concrétisation de ce programme risque de buter sur un problème «d'ordonnancement budgétaire» qui persiste depuis quelques mois au niveau du ministère des Finances. «Il existe, malheureusement, un léger problème de délégation budgétaire. Le wali comme l'administration centrale ont été saisis dans ce sens pour débloquer la situation», a assuré le DSP. Interrogé à propos des trois services médicaux devant être intégrés dans l'établissement comme cela a été annoncé auparavant, à savoir le centre anti-cancer, le centre des grands brûlés et le complexe mère-enfants, M. Assassi affirmera : «C'est au conseil scientifique et médical de l'hôpital de décider quant à la nature des activités médicales à dispenser.» S'agissant du volet équipements et appareillages, une enveloppe financière de «25 milliards de centimes» a été dégagée pour l'acquisition de matériel de nouvelle génération. Aussi, précise le DSP, une équipe du ministère de la Santé, ayant séjourné dernièrement à Constantine, a fait une première évaluation des besoins de la structure en matière d'équipements. De même pour ce qui est du matériel hérité de l'ancienne administration de l'hôpital, lequel a fait l'objet d'une opération de tri. Ce qui permettra de définir avec précision les besoins de l'établissement.

## Equiperment neuf en friche au CHUC

Commentant l'affaire des présumés équipements neufs importés à coups de milliards de l'étranger pour finir en stock au niveau du CHUC alors que les malades en ont grand besoin, notamment les cancéreux, M. Assassi a développé l'argument suivant : «Ce n'est pas une mince affaire de démonter les anciens appareils et d'installer les nouveaux. C'est très délicat. Il y a des mesures de sécurité à respecter quand il s'agit de ce genre d'appareils (radioactifs).»

Et de poursuivre : «De plus, on ne peut pas suspendre d'un seul coup toutes les activités de soins. On est tenu d'assurer les activités médicales parallèlement aux travaux d'installation des nouveaux appareils.» En d'autres termes, l'opération de démantèlement-installation dudit équipement nécessitant de surcroît l'intervention de techni-

ciens étrangers qualifiés durera «au moins huit mois», précise notre interlocuteur.

L'appareillage en question consiste en trois accélérateurs dont deux de haute intensité, d'une IRM et d'une caméra gamma.

## Complexe mère-enfant et CHU de la nouvelle ville

Concernant les nouvelles structures hospitalières devant être construites à la nouvelle ville Ali-Mendjeli dont la démographie avoisnera les 400 000 habitants à l'orée 2014, le DSP précisera à ce titre que toutes les études concernant les deux structures (un CHU et un complexe mère-enfant) ainsi que les cahiers des charges y afférents ont été finalisés et il ne reste, de ce fait, que l'aval de la Commission nationale des marchés (CNM).

F. B.

## PONT SUSPENDU

# Un homme se jette dans le vide

Un jeune homme âgé d'à peine 20 ans a mis fin à ses jours, jeudi, aux environs de 15h, en se jetant du haut du pont suspendu de Sidi M'cid. Selon des proches de la victime, ce dernier souffrirait, semble-t-il, de troubles psychologiques.

La dépouille de la victime, repêchée du fond du Rhumel par les éléments du Grimp de la Protection civile, a été déposée à la morgue du CHU Benbadis. Une enquête de routine a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes de ce drame.

F. B.

## NAÂMA : BRAS DE FER ENTRE LE WALI DE NAÂMA ET LE CHEF DE LA DAÏRA D'ASLA

# Le chef de daïra demande l'arbitrage du ministre de tutelle

**Dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, (dont copie est parvenue à notre rédaction, le chef de la daïra de Asla, Kouider Bouabdelli, demande l'arbitrage du ministre de tutelle suite à un différend qui l'oppose au wali de Naâma concernant une affectation du Such (Subdivisionnaire de l'habitat) de la daïra de Sfissifa vers celle d'Asla.**

Une décision prise unilatéralement par le DLEP (directeur du logement et des équipements publics) de la wilaya de Naâma, avec l'aval du wali, et sans

l'approbation préalable du premier responsable de la daïra. Ce qui est, à ses yeux, une décision contraire aux lois régissant l'administration.

Le commis de l'Etat n'a pas manqué de rappeler dans son envoi, le décret exécutif n° 215-94 du 23/07/1994, déterminant les organes et les sutructures de l'administration générale de la wilaya, ignoré, selon lui, par le haut fonctionnaire de l'Etat. Mr Bouabdelli, en rejetant par écrit, la décision du membre de l'exécutif, dira en substance : «...Cette décision est contraire au décret exécutif (cité plus haut), notamment l'article 14, qui stipule que le chef de daïra donne son avis sur la désignation des

responsables de l'exécutif et de l'administration de l'Etat relevant de sa daïra... que ce fonctionnaire fait l'objet de beaucoup de critiques pour sa mauvaise activité professionnelle dans le secteur de l'habitat à Sfissifa, inestimé de tous, de ce fait, nous refusons catégoriquement sa mutation vers notre daïra...».

En attendant l'intervention du ministre de l'Intérieur, le bras de fer continue entre ces deux représentants de l'Etat. Mais il y a lieu de se demander si c'est une goutte dans un océan, ou si c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ?

B. Henine

## GUELMA

# La labellisation de l'huile d'olive produit du terroir

**La commune de Roknia (daïra de Hammam Debagh), à une quarantaine de kilomètres de Guelma, est une zone réputée pour son patrimoine riche et diversifié, elle se distingue notamment par ses immenses potentialités en matière d'oléiculture.**

Cette localité a abrité, cette semaine, une journée d'étude et de vulgarisation sur «la labellisation de l'huile d'olive, produit du terroir», organisée conjointement par la Direction des services agricoles (DSA) et la Chambre d'agriculture de Guelma. C'était l'occasion pour le chef de l'exécutif qui a inauguré cette manifestation d'assister à une séance de récolte semi-mécanique de l'olive et de s'enquérir des résultats de la campagne oléicole de la région de Guelma. Pour rappel, la commune de Roknia se positionne en pre-

mière place avec 8 050 q contre 7 648 q et 5 280 q, récoltés res-

pectivement à M'djez Sfa et Bouchegouf. Les responsables du secteur comptent mettre en œuvre une stratégie de renforcement des capacités, qui tient compte des potentialités existantes, apprend-on auprès des organisateurs. La journée a été également marquée

par l'intervention d'un spécialiste venu de l'Institut de technologie de l'arboriculture fruitière et viticole de Skikda qui a présenté un exposé autour de la labellisation du produit des vergers de cette région destiné au grand public.

Noureddine Guergour

## AÏN SEFRA/LE DOS-D'ANE DE LA MORT

# Un mort et trois blessés

A. Mohamed, âgé de 29 ans, a trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de jeudi à vendredi, sur la RN6, en plein centre d'Aïn-Séfra-Nouvelle. Trois blessés sont à déplorer dont une jeune fille de la même famille se trouve dans un état critique à l'hôpital.

Cet accident a été provoqué par un véhicule léger Accent qui a violemment percuté par derrière une Marutti à bord de laquelle se trouvaient les victimes. Notons que la petite voiture devait ralentir devant un ralentisseur fraîchement installé, mais l'inattention et le non-respect du code de la route ont conduit à l'irréparable.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de ce drame.

B. H.

## RELIZANE

# Une jeune fille enlevée et violée

Une jeune fille mineure, âgée de 17 ans, a été enlevée et violée par quatre individus au lieudit nouvelle-ville Adda-Bermadia, à quelques encablures du chef-lieu de la ville de Relizane. La jeune fille qui s'est rendue chez un commerçant du quartier pour faire des courses, aux alentours de 18 heures tarde à rejoindre son domicile.

Des recherches ont été entreprises par ses parents et tout le voisinage, mais en vain. Elle a été emmenée de force par un individu dans un chantier non loin du quartier de la fille, puis trois autres dont deux mineurs les ont suivis. La jeune fille a subi une violence sexuelle atroce par ces voyous qui l'ont violée à tour de rôle. Le père alla tout de suite déposer une plainte au niveau de la Sûreté urbaine, territorialement compétente du quartier. Ces voyous ont été surpris par la présence de la police qui les a tout de suite appréhendés.

Présentés en fin de semaine devant le procureur de la République près le tribunal de Relizane, ces derniers ont été placés en détention préventive pour enlèvement d'une mineure.

A. Rahmane